



## ASIA FOCUS

# RENCONTRES ASIATIQUES DE JOE BIDEN : ENJEUX EN ASIE DU NORD-EST ET DU SUD-EST

*Entretien réalisé par Minh Anh et Thu Lang Lê,  
RFI (rédaction en vietnamien) avec*

**Barthélémy Courmont** / Directeur de recherche à l'IRIS, maître  
de conférences en Histoire à l'Université Catholique de Lille

*et*  
**Eric Mottet** / Chercheur associé à l'IRIS, maître de conférences à la Faculté  
des lettres et sciences humaines (FLSH) de l'Université Catholique de Lille

Juin 2022



## ENTRETIEN AVEC



**Barthélémy Courmont** / Directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences en Histoire à l'Université Catholique de Lille



**Eric Mottet** / Chercheur associé à l'IRIS, maître de conférences à la Faculté des lettres et sciences humaines (FLSH) de l'Université Catholique de Lille

*Entretien réalisé par Minh Anh et Thu Lang Lê, RFI (rédaction en vietnamien)*

---

## PRÉSENTATION DE LA COLLECTION « ASIA FOCUS »

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.

---



PROGRAMME  
**ASIE-PACIFIQUE**

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

*Les 12 et 13 mai (sommet États-Unis-Asean), puis du 20 au 24 mai 2022 (tournée en Asie orientale), le président américain Joe Biden a multiplié les rencontres avec de nombreux pays asiatiques, à Washington avec 10 membres de l'ASEAN, à Séoul puis à Tokyo. Quels sont les enjeux de sa première tournée en Asie ? Ses ambitions de renforcer l'axe Tokyo-Séoul-Washington et l'alliance QUAD sont-elles réalisables ? Et quel est l'impact de sa stratégie Indo-Pacifique sur la place des États-Unis en Asie, notamment auprès de ses partenaires dans l'ASEAN et plus particulièrement le Vietnam ?*

**RFI :** Du 20 au 24 mai, Joe Biden s'est rendu en Corée du Sud et au Japon. Il s'agissait du premier voyage en Asie du président américain depuis son arrivée au pouvoir. Quel était le but de sa visite dans ces deux pays ? Signale-t-il ainsi que, malgré la guerre en Ukraine, l'Indo-Pacifique reste toujours au centre des préoccupations des États-Unis ?

**BARTHÉLÉMY COURMONT ET ÉRIC MOTTET :** Ce fut effectivement une tournée très importante, puisqu'il s'agissait de la première de Joe Biden en Asie orientale. Traditionnellement, les présidents américains choisissent le Japon et la Corée du Sud comme première destination pour une raison très simple : ce sont les principaux alliés stratégiques des États-Unis dans cette région, et par ailleurs le lieu dans lequel sont stationnés plusieurs dizaines de milliers de soldats américains. Donc tous les présidents des États-Unis ont pour habitude d'effectuer leur première tournée asiatique dans ces deux pays, de manière un peu plus singulière cette fois-ci cependant.

En général, cette visite s'accompagne en effet d'un déplacement à Pékin. Après Séoul et Tokyo (généralement visités dans l'ordre inverse), les présidents des États-Unis se rendent à Pékin, mais ce ne fut pas le cas cette année, pandémie de Covid-19 oblige quand on connaît la situation en Chine à l'heure actuelle. Mais on peut aussi y voir un message de la part de l'administration Biden qui dès son arrivée au pouvoir a durci le ton vis-à-vis de Pékin et s'est engagée dans un véritable bras de fer stratégique avec la Chine. Le récent discours du Secrétaire d'État Antony Blinken à la George Washington University, le 26 mai, soit juste après la fin de la tournée de Joe Biden, est très explicite sur ce point.

C'est une visite qui arrivait à un moment assez particulier. D'abord, Joe Biden est au pouvoir depuis maintenant un an et demi donc cette visite est très tardive. C'est évidemment le contexte sanitaire qui a retardé cette échéance. Mais le moment est particulièrement intéressant dans la mesure où nous venons d'avoir des élections présidentielles en Corée du Sud avec une nouvelle équipe au pouvoir. Les conservateurs sont de retour au pouvoir avec le

nouveau président Yoon Suk Yeol, qui se montre très proche des États-Unis, en tout cas beaucoup plus que son prédécesseur Moon Jae In.

Dans le même temps, on a vu récemment au Japon cette fameuse réforme de l'article 9 de la Constitution qui interdit au Japon de faire la guerre, être au cœur des enjeux stratégiques dans ce pays. C'est aussi un moment important puisqu'on sent que le Japon cherche à se rapprocher d'une certaine manière des États-Unis face à la Chine ou en tout cas face à ce qui est identifié comme des menaces communes.

**Séoul fut la première étape de sa tournée de Joe Biden en Asie orientale. Peu avant son départ, la Maison-Blanche avait laissé entendre que Joe Biden pourrait aller visiter la zone de démilitarisation (DMZ), séparant les deux Corées. Il ne s'y rendit pas, mais l'annonce est importante. Comment interprétez-vous cette (non) visite du président américain ?**

On a vu, dans les semaines qui ont précédé la tournée de Joe Biden, la Corée du Nord se rappeler au bon souvenir de la communauté internationale. D'abord, il y a les premiers cas de Covid-19, mais il y a surtout le regain de tensions en marge de l'élection présidentielle qui s'est déroulée en mars en Corée du Sud avec deux nouveaux essais de missiles balistiques effectués par Pyongyang. Donc on est à nouveau dans une atmosphère qu'on a qualifiée de tendue entre Séoul et Pyongyang, ce qui n'était pas le cas sous l'administration précédente. Du côté américain, même si Joe Biden ne s'est pas largement étendu sur cette question, le président américain a rappelé dès son arrivée à la Maison-Blanche qu'il ne suivrait pas la ligne de son prédécesseur Donald Trump, qui on s'en souvient s'était montré très ouvert au dialogue avec la Corée du Nord et avait même rencontré à trois reprises le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un.

D'un point de vue symbolique, la visite de Joe Biden dans la DMZ n'est pas la première d'un président américain puisque Donald Trump lui-même s'y était rendu. Cependant, la visite annoncée de Joe Biden aurait été de manière symbolique l'inverse de celle de Donald Trump. Ce dernier avait profité de cette visite sur la DMZ pour rencontrer Kim Jong Un et même effectuer quelques pas en Corée du Nord puisqu'il avait enjambé le parapet qui sert de ligne de séparation entre les deux pays. Donc c'était une visite qui était placée sous le signe du dialogue entre les deux pays.

Cette fois-ci, Joe Biden s'est rendu en Corée du Sud avec un agenda à l'opposé de celui de son prédécesseur et tient un discours beaucoup plus musclé vis-à-vis de Pyongyang pour exiger une plus grande transparence dans ses activités nucléaires et balistiques. Donc c'est un retour

de tension entre les deux pays, même si le président américain a aussi profité de son passage à Séoul pour proposer une aide sanitaire à la Corée du Nord, confrontée à la pandémie de Covid-19.

**Dans ce dossier brûlant, le président Yoon Suk Yeol peut-il compter sur son grand allié américain pour soutenir une ligne plus dure envers le Nord ?**

Yoon Suk Yeol a très clairement une ligne qui n'est en rien comparable à celle de son prédécesseur Moon Jae In, dont il a d'ailleurs critiqué la politique de main tendue à Pyongyang. Sur la scène politique sud-coréenne, on voit bien qu'il y a une différence fondamentale entre les deux grands partis que sont le parti conservateur et le parti libéral sur la question de la relation avec la Corée du Nord.

Les conservateurs désormais au pouvoir se montrent très fermes vis-à-vis de Pyongyang et s'affichent dans le même temps comme très proches des États-Unis, revendiquant son statut d'allié principal face à cette menace supposée ou réelle nord-coréenne. D'ailleurs, il n'est pas anodin que Joe Biden se soit rendu en Corée avant d'aller au Japon alors que traditionnellement c'est l'inverse.

Mais cette fois-ci, Joe Biden a choisi Séoul comme première escale, et il l'a fait précisément avec un objectif, à savoir durcir le ton vis-à-vis de Pyongyang et convaincre la Corée du Sud de rejoindre le QUAD – un forum militaro-stratégique qui a été créé en 2007 et regroupe actuellement les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde. On a vu au cours de dernières années les États-Unis chercher à convaincre la Corée du Sud de rejoindre le QUAD. Le président sortant Moon Jae In y était totalement défavorable, mais son successeur se montre beaucoup plus ouvert au dialogue sur ce point, comme il l'a signalé à l'occasion de ses échanges avec Joe Biden.

**Vous venez d'évoquer le QUAD : dans l'hypothèse où Séoul ferait des concessions face aux pressions de Washington et rejoindrait le QUAD, comment cela changerait-il la stratégie de Washington dans la région ? Quelles seraient les conséquences pour la Corée du Sud de participer au QUAD ?**

Dans la configuration actuelle, il y a peu d'avantages pour la Corée du Sud à rejoindre le QUAD ou un dispositif de type QUAD+. D'une part parce que le partenariat stratégique existe déjà entre les deux pays et que la Corée du Sud est déjà sous le parapluie nucléaire américain, donc

il n'est pas utile d'ajouter à ce lien étroit et bilatéral d'autres dispositifs, qui le sont moins. Concrètement, cela revient à rajouter un mécanisme sur un partenariat qui existe déjà, qui est solide et qui apporte une garantie sécuritaire à la Corée du Sud. En revanche, le fait d'entrer dans le QUAD adresserait un signal très clair non pas à la Corée du Nord, mais à la Chine. On sait que le nouveau président sud-coréen semble être sur une ligne très différente de son prédécesseur sur la question de la relation avec Pékin.

La relation entre la Corée du Sud et la Chine est une relation ancienne, une relation complexe, faite à la fois de grande proximité et de méfiances réciproques. Mais c'est une relation qui s'est traduite au cours des dernières années par une importante consolidation sur le terrain économique et commercial. Moon Jae In avait à cœur de ménager son partenaire et voisin chinois, ce que son successeur semble beaucoup moins enclin à faire. C'est donc sur la relation avec Pékin qu'une éventuelle entrée de la Corée du Sud dans un dispositif de type QUAD+ aura une incidence très profonde puisque la Chine se lancera sans doute dans des mesures de rétorsion vis-à-vis de Séoul, comme ce fut le cas en 2017 à l'occasion de l'acquisition de missiles THAAD.

**Dans un article publié sur le site de l'IRIS daté le 4 mai 2022, vous estimez que « le renforcement du lien avec Tokyo semble être la priorité du nouveau président, ce qui pourrait avoir un impact positif sur la relation (de la Corée du Sud) avec les États-Unis, mais pourrait compliquer la relation avec la Chine ». Pourriez-vous expliquer un peu plus clairement ce point ?**

Effectivement, c'est l'un des vœux du président actuel. C'est un vœu qui est tout à fait louable puisque la Corée du Sud et le Japon entretiennent des relations qu'on pourrait qualifier de mauvaises. En dépit de leur convergence sur les menaces extérieures, sur les systèmes politiques et sur les modèles de développement, les relations entre les deux pays sont marquées par d'importants différends historiques, mémoriaux (notamment les femmes de réconfort, les manuels scolaires ou le sanctuaire de Yasukuni), et même territoriaux (les deux pays se disputent les îles Dokdo-Takeshima). Par conséquent, le vœu du nouveau président sud-coréen est plutôt appréciable de ce point de vue.

Cependant, cela se traduit de fait par un risque très fort de tension accrue avec la Chine et le rôle de médiateur de la Corée du Sud que Moon Jae In avait su mettre en avant avec beaucoup de talent se trouve potentiellement mis en danger avec cet alignement sur la position de Tokyo et de Washington.

Rappelons malgré tout que Yoon Suk Yeol a remporté l'élection en mars dernier avec la plus faible majorité dans l'histoire de la démocratie sud-coréenne, avec moi de 1% de voix d'avance sur son adversaire. C'est donc un président qui ne dispose pas d'un mandat très fort pour exercer sa politique, et notamment sa politique étrangère. On observera sans doute d'importantes résistances à l'intérieur du pays selon l'appréciation des orientations en politique étrangère décidées par le nouveau cabinet. Et quand on sait l'appréhension des Coréens vis-à-vis du Japon, on ne peut que s'attendre à de vifs débats si Yoon propose de tourner le dos à Pékin trop brutalement, au profit de Tokyo.

**Depuis longtemps, des pays asiatiques, notamment au sein de l'ASEAN, regrettent le manque d'un volet économique dans la stratégie de l'Indo-Pacifique des États-Unis. Pourtant, le Japon et les États-Unis ont annoncé une nouvelle stratégie économique appelée *Indo-Pacific Economic Framework (IPEF)* alors que la Chine s'emploie de manière très active à combler le vide laissé par Donald Trump depuis le retrait des États-Unis du partenariat TPP. Selon vous, cette initiative de rattrapage de la Chine par les États-Unis sur le plan économique dans cette région n'arrive-t-elle pas trop tard ?**

La volonté de jouer un rôle de premier plan sur la scène asiatique est là. On se souvient de l'administration Obama avec la mise en place à l'époque du *Trans-Pacific Partnership (TPP)* qui avait été abandonné par Donald Trump dès son arrivée au pouvoir, mais l'abandon de Donald Trump ne signifiait par un désintérêt pour les questions économiques, c'était simplement un changement de positionnement. Donald Trump reprochait en particulier au TPP d'être mal conçu, et y voyait un traité qui ne correspondait pas à l'intérêt national américain. Mais sur le fond, la stratégie du pivot de Barack Obama et les guerres commerciales de Donald Trump s'inscrivirent dans la même dynamique. Une méthode très différente, mais un objectif semblable : contrer la Chine.

Depuis l'arrivée le pouvoir de Joe Biden, on sent que cette question économique reste sans doute un objectif de Washington, mais est-ce pour autant la priorité ? On a mis clairement l'accent sur les enjeux politiques et stratégiques et ce n'est que rattrapé par ses principaux alliés dans la région, et notamment le Japon, que les États-Unis se voient contraints de se montrer présents sur ce sujet. Rappelons par ailleurs que d'autres grandes puissances ont formulé des stratégies pour l'Indo-Pacifique. C'est le cas de la France et l'Union européenne. De manière plus large, c'est le cas de plusieurs partenaires européens, mais aussi de l'Australie, l'Inde et le Japon (dès 2007).

Tous ces pays ont la particularité de faire de la coopération économique la priorité de cette stratégie Indo-Pacifique. Les États-Unis sont donc les seuls à se retrouver en première ligne sur les questions stratégiques et militaires, et on observe une tentative de retour sur le terrain économique, ou Washington a pris beaucoup de retard. Alors est-ce qu'il est trop tard pour Washington, face notamment aux avancées chinoises spectaculaires dans l'ASEAN, mais aussi au *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP) ? Il n'est pas trop tard pour se positionner et chercher à renforcer les liens économiques et commerciaux, mais il est clairement trop tard pour parvenir de manière efficace à contrer la position désormais dominante de la Chine dans cette région, notamment quand on regarde les capacités d'investissements des deux pays. Le risque pour les États-Unis est lié à leur crédibilité. Si l'administration Biden ne parvient pas à transformer les intentions en actes, les partenaires asiatiques de Washington risquent de lui accorder moins de crédit, notamment en Asie du Sud-Est.

**Le Vietnam fait partie des sept pays de l'ASEAN participants à l'IPEF. Quelle serait l'importance de cette nouvelle alliance pour le Vietnam ? La participation du Vietnam irriterait-elle la Chine qui est exclue de cette alliance ?**

Concernant l'IPEF, on ne connaît quasiment rien de son contenu étant donné qu'il est en cours de négociation. En revanche, on sait deux choses. D'une part, il ne sera pas un accord de libre-échange – contrairement aux grands accords multilatéraux présents dans la région comme le RCEP et le *Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership* (CPTPP) – l'administration Biden n'ayant pas le soutien de la population américaine et d'une frange importante du Parti démocrate pour mettre en place ce type d'accord. Par ailleurs, il ne concernera que quelques domaines clés comme l'économie numérique, les chaînes de logistique, l'économie verte, la transparence des entreprises et la lutte contre la corruption.

C'est donc à première vue un accord qui sera beaucoup moins robuste que le RCEP ou le CPTPP. Néanmoins, il ouvre des perspectives intéressantes pour un pays comme le Vietnam puisque l'IPEF intègre les États-Unis et l'Inde, deux des économies les plus dynamiques au monde et qui ne participent pas au RCEP et au CPTPP.

Pour sa part, la Chine considère que l'IPEF sera un partenariat extrêmement mou et qui a peu d'avenir puisqu'il ne comportera aucune obligation légale entre les différents pays. Pékin voit l'IPEF comme une coquille vide qui ne devrait pas venir concurrencer les partenariats bi et multilatéraux déjà en place en Asie-Pacifique.

À ce titre, le Vietnam et la Chine ont un partenariat économique qui s'est considérablement renforcé au cours des dix dernières années. En 2008, les exportations vietnamiennes en direction de la Chine s'élevaient à 4 milliards de dollars US, elles étaient de 40 milliards en 2020.

**Après le sommet États-Unis/ASEAN, le Premier ministre vietnamien Pham Minh Chinh a multiplié les rencontres avec des diplomates et des dirigeants américains, ce qui a d'ailleurs fait l'objet d'une campagne de communication massive sur la page Facebook du gouvernement vietnamien. Cette campagne vise-t-elle plus spécifiquement la population vietnamienne ? Où s'agit-il de mettre en relief la volonté du gouvernement vietnamien de se tourner davantage vers les États-Unis en matière de coopération économique et technologique ?**

Toute communication gouvernementale vise généralement à la fois les acteurs internes et plusieurs acteurs externes, cela est particulièrement vrai pour le Vietnam qui navigue dans un environnement géopolitique instable, notamment en mer de Chine méridionale. Néanmoins, on remarque depuis le sommet entre les États-Unis et l'Asean que la communication du gouvernement vietnamien évoque sur une base de plus en plus régulière un renforcement important de la coopération avec les États-Unis.

Sur le plan interne, les rencontres et la campagne de communication permettent au Parti communiste vietnamien (PCV) de renforcer sa légitimité aux yeux de la population vietnamienne sur les questions de politiques internationales, alors qu'historiquement le PCV a souvent été déficient sur cet aspect. Aujourd'hui, le pari d'un Vietnam comme acteur actif des relations internationales en Asie-Pacifique est sur le point d'être gagné par le PCV. Force et de constater que l'image positive du Vietnam à échelle internationale n'a jamais été aussi élevée.

D'autre part, le Vietnam veut démontrer qu'elle peut être considérée comme un pays responsable sur le plan diplomatique et géopolitique en Asie du Sud-Est et plus généralement en Asie-Pacifique. Le gouvernement veut également montrer à la population vietnamienne, mais aussi à la Chine, que Hanoï est aujourd'hui capable de négocier et d'échanger avec la première puissance mondiale américaine, ce qui n'a pas toujours été le cas au cours des dernières années.

En outre, une coopération accrue avec les États-Unis renforce la stratégie vietnamienne qui consiste à avoir une multitude de partenaires et s'efforce de ne pas dépendre sur les plans

commerciaux et de l'investissement uniquement d'une grande puissance. Hanoi ne veut pas reproduire les erreurs du passé, notamment sa relation avec l'ex-URSS qui fournissait dans les années 1980 50 % du PIB vietnamien sous forme d'aides et de prêts.

Enfin, on remarque que le partenariat économique entre le Vietnam et les États-Unis s'est beaucoup renforcé ces dernières années. Le commerce bilatéral a atteint près de 113 milliards de dollars en 2021, en hausse de 26 % par rapport à 2020. Hanoi espère que dans le cadre de l'IPEF, les investissements de Washington vont augmenter de manière visible, en particulier dans des secteurs technologiques comme l'énergie, la santé et le numérique.

**Le Vietnam s'est abstenu à plusieurs votes à l'ONU contre l'invasion russe en Ukraine, contre l'exclusion de la Russie au Conseil international des droits de l'homme. Cette divergence avec les États-Unis pourrait-elle avoir un impact sur les relations bilatérales ?**

Sur la question ukrainienne, le Vietnam se situe à peu près dans la même situation de l'Inde, c'est-à-dire que Hanoi reste globalement neutre et se garde bien de choisir entre la Russie et les États-Unis.

La position vietnamienne, si elle irrite très probablement les États-Unis, ne devrait pas à moyen terme modifier les relations entre Hanoi et Washington. Les États-Unis ont besoin de l'ASEAN et du Vietnam pour mettre en place leur stratégie d'un Indo-Pacifique libre et ouvert (FOIP) qui s'appuie – du moins dans les discours, sur une centralité de l'ASEAN, c'est-à-dire une association supranationale jouant en rôle de leader régional. Au sein de l'ASEAN, le Vietnam est devenu un acteur important, un moteur, un rassembleur et un facilitateur tout en étant un agent de coopération régional.

L'intensification du rapprochement initié sous l'administration Trump a été confirmée par l'administration Biden. Cette dernière a pris des mesures concrètes pour soutenir la centralité de l'ASEAN, notamment vis-à-vis du Vietnam dont les États-Unis souhaitent son intégration dans une architecture sécuritaire dite de « QUAD+ ».

# L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME  
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

[iris-france.org](http://iris-france.org)



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.